

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Deutschland

Dix jours seulement après le sommet de Maastricht, l'Allemagne a pris plusieurs décisions qui montrent que la construction européenne ne signifie pas la fusion des nations ni même la confusion de leurs intérêts.

Politique industrielle commune ? L'Allemagne est rien moins qu'enthousiaste, quant à l'adoption d'une norme européenne de télévision.

Politique monétaire commune ? La Bundesbank a décidé de relever ses taux d'intérêts, sans se soucier des difficultés économiques qu'elle provoque ainsi chez ses voisins européens.

Diplomatie commune ? L'Allemagne a décidé de reconnaître unilatéralement la Slovénie et la Croatie sans tenir compte du calendrier prévu par les ministres des Affaires étrangères de la C.E.E. ni, surtout, des conditions préalables à une telle reconnaissance.

Une volonté de puissance est à l'œuvre, que la communauté européenne devrait pouvoir contenir. Les décisions allemandes de la fin décembre montrent que ce souhait est loin d'être réalisé.

Poudrière

Quel avenir pour les Balkans ?

Constitution

Sauvez le septennat !

(p. 11/12)

D.O.M.

Guyane méconnue

(p. 4)

M 2242 - 570 - 15,00 F



Une image redressée

Dans sa livraison du 12 décembre « Point de Vue » accorde une large place aux « retrouvailles émouvantes » du comte et de la comtesse de Paris. A l'occasion de leurs noces de diamant, ces derniers ont accepté de s'exprimer publiquement, lors d'un déjeuner pour « mettre les choses au point de façon claire ».

La presse s'était fait l'écho, en son temps, des dissensions d'ordre privé survenues entre les deux époux et ce déjeuner vient à point pour mettre un terme aux rumeurs et papotages qui contribuaient à entretenir une image détestable autour de la Famille de France.

Le Prince a tenu à préciser qu'« il n'y a rien eu de catastrophique » entre lui et Madame, que « nous restons, la comtesse de Paris et moi-même, naturellement ensemble même si nous gardons notre indépendance, parce que nous en avons pris l'habitude », mais qu'il a « décidé de retrouver régulièrement la comtesse de Paris au cours de ce genre de déjeuner, afin que chacun comprenne que l'unité de la Famille de France n'a jamais été rompue ».

C'est ce même souci de l'unité de la famille qui a présidé à sa réconciliation avec le comte de Clermont au

Noël approche, et c'est l'époque des cadeaux. Le comte de Paris a tenu à en faire un à tous ceux qui s'inquiétaient de l'image de la famille de France.



printemps dernier et le comte de Paris précise : « nous faisons partie de la même famille, et nous en sommes la base autour de laquelle la famille doit rester unie. C'est ainsi que notre fils aîné Henri a repris sa place sur le plan familial. C'est pour cela que j'ai donné un titre à sa seconde épouse afin que les choses soient distinctes et que soit précisée sa place dans la famille ».

Les royalistes ne peuvent que se réjouir de ces retrouvailles et également prendre acte des propos du Prince concernant sa succession. On sait que le Conseil National de la N.A.R., le 30 novembre dernier, dans

une déclaration solennelle s'inquiétaient de l'avenir de la Famille de France. La coïncidence des dates, même si elle est due au hasard, montre que dans le même temps le comte de Paris exprimait les mêmes soucis : « Je pense que la Famille de France pourra jouer son rôle dans la

mesure où elle le voudra. En d'autres termes, nous pouvons peut-être créer le cadre et les possibilités afin que mon fils, puis ses descendants, servent la France en retenant les principes politiques et moraux que je leur ai enseignés et mis en pratique ma vie durant. Le tout est de savoir lequel d'entre mes successeurs reprendra mon témoignage en l'adaptant à son époque. [...] Mon père ne m'a pas demandé de m'occuper de l'action politique de la monarchie, c'est moi qui l'ai décidé, et je l'ai fait avec son accord. Si mes enfants ont la vocation, ou la sentent en eux, ils le feront. Notre rôle, à la comtesse de Paris et à moi, est de préparer les voies et les chemins, pas plus. Nous ne pouvons pas nous substituer à eux ».

Nous ne pouvons que dire « merci » au comte de Paris pour la sagesse dont il fait preuve et souhaiter, pour 1992, que son exemple soit suivi par d'autres...

Yvan AUMONT

La rédaction du journal et la direction de la N.A.R. présentent aux lecteurs de « Royaliste » leurs meilleurs vœux pour 1992

royaliste

SOMMAIRE : p. 2 : Une image redressée - p. 3 : Le temps des projets - p. 4 : Guyane méconnue - p. 5 : Les voix de la paix - L'Europe des soupçons - p. 6/7 : Balkans : des nations impossibles - p. 8 : Mémoires d'un juste - De minimis non curat praetor - p. 9 : Nietzsche, tradition et modernité - p. 10 : Nostalgies culturelles - A la recherche des utopies perdues - p. 11 : Action royaliste - p. 12 : La Constitution en débat.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*
(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Le temps des projets

Cela ne constitue sans doute pas une campagne, mais c'est du moins l'expression cohérente d'une sensibilité : depuis des mois, grands professionnels et échos de presse nous répètent que c'est le commencement de la fin. Mitterrand à bout de souffle, Edith Cresson laminée par son impopularité, le parti socialiste en pleine déroute... Plusieurs commentateurs ne décrètent-ils pas que nous sommes entrés dans l'après-mitterrandisme ? N'annonçait-on pas à la veille du congrès socialiste le prochain remplacement d'Edith Cresson par Jacques Delors ? Et les grandes manœuvres des chefs de courant ne préfiguraient-elles pas le départ de Pierre Mauroy ?

Vaines supputations. Erreurs de prévisions. Opérations avortées. Ceux qui se réjouissaient de voir se développer « l'effet de meute », selon l'expression délicate d'un journaliste de télévision, en sont pour leurs frais. Et, signe qui ne trompe pas, l'opposition demeure d'une grande modération dans ses critiques : le pouvoir n'est pas, ou pas encore, à portée de sa main. Pourquoi ?

D'abord parce que le président de la République continue de développer son projet politique, en méprisant comme il se doit les sondages. Qu'on soit d'accord ou non avec les intentions affirmées par le président, qu'on approuve ou non la méthode explicitée par ses conseillers, il est clair que François Mitterrand mène une grande politique européenne, poursuit d'ambitieux projets de réforme constitutionnelle, et conforte la France, vaillamment, sur la voie de l'économie mixte.

Nous exprimons régulièrement, quant à nous, nos craintes, nos critiques et nos réserves sur les différents points de ce projet : hostilité au projet de réduction du mandat présidentiel,

Pour le président, pour le gouvernement, pour les socialistes, on disait, on dit encore, que tout est perdu. Est-ce si sûr ?



■ Derrière Edith Cresson, une équipe de ministres de qualité : Martine Aubry, Jean-Louis Bianco, Elisabeth Guigou.

contestation cent fois reprise de la pertinence de la politique économique choisie, inquiétudes quant au processus qui conduit à la monnaie unique selon les critères choisis... Il faut cependant reconnaître que le projet présidentiel, bien relayé par Matignon depuis la nomination d'Edith Cresson, frappe par son ampleur et par sa cohérence. La politique européenne de François Mitterrand, auquel le succès de Maastricht donne une nouvelle impulsion, n'a rien à voir avec la mythologie européenne : elle tend à redonner à notre pays un pouvoir sur la politique monétaire, au lieu de subir la loi du Deutschmark ; elle vise, sur le plan politique, à contenir la puissance al-

lemende telle qu'elle commence à se réaffirmer en Europe centrale et dans les Balkans ; elle cherche à donner à notre pays un rôle majeur dans l'organisation de la grande Europe - que celle-ci prenne ou non la forme précise d'une confédération européenne. Face à ces enjeux majeurs, le débat ne peut se réduire à un affrontement entre « nationalistes » et « eurocrates », ce que le RPR lui-même semble avoir compris : le débat est sur la méthode choisie, non sur les objectifs.

Mais le Premier ministre ? Edith Cresson n'a sans doute pas tous les moyens de sa politique, ni la maîtrise de l'ensemble du dispositif gouvernemental (la citadelle de Bercy reste incontournable) mais le fait est qu'elle

suit son chemin, imperturbablement, avec comme souci premier le développement industriel du pays. Là encore l'objectif est clair, en pleine cohérence avec l'ambition présidentielle, et notre critique porte sur les décisions médianes. Ne négligeons pas non plus le fait qu'il y a dans ce gouvernement la plupart des meilleures têtes politiques de notre pays, qui démontrent en même temps des compétences certaines dans le domaine qui est le leur : Jean-Louis Bianco, Elisabeth Guigou, Martine Aubry et plusieurs autres ne sont pas contestés par l'opposition. Qu'on prenne garde de ne pas vendre trop tôt la peau de l'ours gouvernemental...

Reste la question du parti socialiste. Là encore, les pendules semblent remises à l'heure, encore qu'il ne faille jurer de rien. Au congrès de Rennes, certains chefs socialistes avaient cru qu'ils étaient déjà entrés dans l'après-mitterrandisme : ils ne firent que déclencher une lutte acharnée, indécente et suicidaire. Le congrès du projet pour l'an 2000 fut au contraire celui de la sagesse : pas d'affrontement entre les courants, accord idéologique manifeste et, surtout, reconnaissance du fait que le président de la République reste le maître du jeu quant à sa succession. Ajoutons à ces points positifs l'adoption par une très large majorité d'adhérents d'un projet politique solide - même s'il nous paraît contestable sur certains points : ces progrès, ces acquis, ces bonnes résolutions devraient permettre d'éviter la défaite si la réflexion intellectuelle est développée, si les chefs de courants maintiennent la paix interne, et si divers responsables socialistes cessent de marquer des buts contre leur propre camp. C'est beaucoup demander. Mais, au début d'une nouvelle année, il est bon d'espérer.

Sylvie FERNOY

Guyane méconnue

Dans l'imaginaire collectif, la Guyane jouit d'une sinistre réputation. Tout semble l'accabler : des côtes inhospitalières, la forêt dense, les marais, le climat, les serpents et les mygales, l'esclavage et le bague, l'échec toujours renouvelé du développement économique. Exagération ? Mythe ? On le saura en lisant l'excellent livre (1) que P. Mouren-Lascaux a consacré à cette terre française qui n'est pas une île comme semblent le croire 87 % des élèves de seconde. Cent quatre vingt pages pour décrire le passé et le présent tout en éclairant l'avenir. Un livre complet.

La Guyane a d'abord une histoire. La présence des Amérindiens est attestée par l'archéologie 10.000 ans avant J.-C. ; cependant 1604 marque le début de l'histoire moderne lorsque La Ravardière pour le compte d'Henri IV entreprend une première reconnaissance du territoire. La suite n'est qu'une succession de tragédies sur fond d'assoupissement. Echec de la colonisation de peuplement suivi de deux siècles de servitude noire auxquels succède un siècle de servitude blanche avec le bague. L'heureuse loi de 1946 érigeant la Guyane en DOM semble mettre fin à ces périodes où l'incurie le partage à l'ignominie. Tout en n'annulant pas les marques indélébiles du passé les nouvelles dispositions ouvraient de belles perspectives ; quarante ans ont passé, la désillusion est, localement, à la hauteur d'immenses espoirs déçus. De cette frustration naît, insensiblement, dans les esprits, une double interrogation : Existe-t-il une communauté humaine locale homogène qui pourrait à terme revendiquer une indépendance viable basée sur un développement économique réel non tributaire des subventions métropolitaines ?

Quelles réponses apporter à ces questions ? Il convient avant tout de relativiser l'échec économique. Réel

La Guyane, département français grand comme le Portugal, « creuset des plus folles légendes », perd peu à peu de son fascinant mystère. La beauté quelquefois angoissante de cette terre est aujourd'hui illustrée par quelques albums de photos. Les réalités humaines, économiques, sociales et politiques par plusieurs livres.



et violemment dénoncé par les politiciens locaux si l'on compare les indices départementaux aux moyennes nationales, il n'en demeure pas moins vrai que la Guyane est un îlot de prospérité et de stabilité au sein d'un monde sous-développé en proie aux guerres civiles. Ce territoire quasiment vide (-1,3 h/Km²) et sa relative opulence attirent actuellement des milliers d'immigrés brésiliens, haïtiens, surinamiens qui s'agrégent tant bien que mal à l'ancienne sédimentation humaine, assez hétéroclite : Européens, Créoles, descendants de noirs marrons qui, avec les Amérindiens forment l'essentiel du fond de la population du département. De cette mosaïque se dégage-t-il une société guyanaise dont les caractéristiques fonderaient une identité régionale ? Ou, pour employer un langage d'actualité, un « peuple » guyanais. Quelques intellectuels locaux qui rêvent d'une « séparation de corps avec pension de la métropole » l'affirment. L'auteur nuancera cette opinion tout en soulignant que la communauté créole - le mot créole n'étant pas à prendre ici dans son sens

littéral (2) - possède une spécificité assez affirmée, qu'elle constitue « l'épine dorsale de la Guyane, un fait déterminant tout à fait incontournable ». Une frange de cette communauté rêve donc à l'indépendance mais pour quel avenir ? L'exemple si proche du Surinam dessille bien les yeux, rester français est gage de paix et de prospérité.

Il faut donc gagner la bataille d'un développement qui tiendrait compte d'une sensibilité locale particulièrement susceptible. Ce pari peut être gagné en partie grâce à l'existence du Centre Spatial Guyanais, locomotive de l'économie locale. Ce centre, à ses débuts, a été uniquement « la chose » de Paris. Vivant replié sur lui-même, à l'origine de divers incidents et même d'une sorte de ségrégation dont nous nous sommes fait l'écho ici même (3). Il apparaît qu'une heureuse évolution soit en cours dans le cadre du plan de rattrapage et de développement PHEDRE.

Ce qui fait l'originalité de PHEDRE est qu'il répond à une demande de la Guyane, avec une méthode initiée par les Guyanais eux-

même ». Il ne s'agit pas d'un énième plan imposé par Paris, il s'agit d'une réponse positive de la métropole à une demande du département. Les données traditionnelles du problème sont pour la première fois inversées. Psychologiquement, c'est une grande victoire et, avec raison, l'auteur peut conclure « La Guyane a toutes les chances de devenir sur ce continent sud-américain un pôle de prospérité économique et de stabilité politique. Elle le sera d'autant mieux qu'elle se gérera depuis Cayenne mais avec les garanties de l'arbitrage et de la puissance française ». Pas d'indépendance illusoire mais une citoyenneté acceptée et responsable.

Beaucoup d'autres informations sont à glaner dans ce livre sur la culture guyanaise, la forêt, l'or, l'économie traditionnelle, le tourisme, l'environnement international. A signaler au passage cette curiosité : dans les manuels scolaires brésiliens, la Guyane fait partie intégrante de l'Etat du MAPA...

Les défis que doit relever la Guyane aujourd'hui sont nombreux, mais jamais elle n'aura eu, comme aujourd'hui, autant d'atouts pour réussir.

Michel FONTAURELLE

(1) Patrice Mouren-Lascaux - « La Guyane » - Ed. Kharthala - Prix franco 100 F. Je ne peux cependant m'empêcher de signaler que j'ai souvent été agacé par l'utilisation plus qu'abusives du verbe « générer », où l'énarque perçoit sous l'écrit. Et par quel snobisme employer le substantif « conséquent » pour exprimer une idée de quantité ?
(2) En Guyane, à l'inverse des autres pays de la région, le mot créole désigne toute la population issue de métissage.
(3) Royaliste numéro 499 - 29 septembre 1988. Les plus curieux de nos lecteurs pourront avoir une idée plus complète de cet étonnant département en se procurant, « La Guyane : des hommes en Amazonie » de P. et E. Dubois et J.-M. Tissot (Ed. du Pétican - Prix franco 295 F) : une iconographie d'une exceptionnelle qualité et une mise en page aussi remarquable qu'astucieuse. On peut lire également avec profit « La Guyane, terre d'espace » de Philippe Cart-Tanneur (Ed. Trame Way - Prix franco 350 F) : un panorama très complet, mais des photos sans grande originalité.

Les voix de la paix

Jusqu'à présent, le bruit de la canonnade nous a empêché d'entendre les partisans de la paix dans les Balkans. Ils existent cependant, nombreux et décidés.

Il y a ceux qui ont retrouvé un ennemi, et qui le dénoncent sans relâche dans les colonnes des journaux : des anticommunistes qui militent contre une « armée rouge », des catholiques qui s'engagent, parfois les armes à la main, contre le camp d'en face qui est lui aussi chrétien. Il y a les médias, qui n'ont pas tiré la moindre leçon de la guerre du Golfe puisque les toujours mêmes images et les déclarations toujours identiques remplacent les explications (1). Il y a les diplomates qui tentent de trouver des solutions - toujours détruites par la logique de la violence - et les indispensables missions humanitaires...

Et puis il y a, en Croatie comme en Serbie, les partisans de la paix. Ils sont nombreux, divers, et courageux : c'est le mobilisé qui choisit de désertir (ils sont dix mille en Serbie), c'est l'intellectuel de Zagreb ou de Belgrade qui tente de faire entendre raison au risque d'être considéré comme un traître ; c'est le dirigeant politique qui veut, quant à lui, que le pouvoir soit libéré des irresponsables et des extrémistes - qu'il s'appellent Trujman ou Milosevic. Ainsi, en Serbie, l'opposition tente de faire entendre sa voix, malgré les menaces physiques qui pèsent sur ses dirigeants, sur ses militants et sur les journalistes indépendants.

Empêchée ordinairement de s'exprimer dans la rue, elle n'a pu démontrer sa force que lors de la visite du prince Alexandre (2) comme l'observe Ivan Djuric, président du Parti réformiste serbe, dans un entretien accordé à *La Croix* du 19 octobre dernier : « La seule occasion où les Serbes pouvaient marquer leur hostilité au pouvoir, ils l'ont saisie avec la venue du prince Alexandre héritier de la couronne serbe. Il est venu



■ Le prince Alexandre de Yougoslavie et sa famille.

parler de paix. 300.000 personnes l'ont ovationné et ont conspué Milosevic et le patriarche orthodoxe ».

Depuis, l'idée d'une démocratie garantie par un pouvoir arbitral fait son chemin en Serbie. C'est ce que rapporte Florence Hartmann dans *Le Monde* du 11 décembre : « constatant que, dans la situation présente, l'opposition n'est pas en mesure de se libérer du communisme par la voie parlementaire, le leader du Parti libéral (Nicolas Milosevic) propose l'instauration d'une monarchie démocratique et le retour du prince héritier Alexandre Karageorgévitch. » Contre le délire ethnicisant, point d'autre solution que politique.

Annette DELRANCK

(1) L'association « Initiative Citoyens en Europe » offre un lieu de dialogue aux Yougoslaves et aux Français qui sympathisent avec eux.
(2) Voir Royaliste numéro 565 (prix 15 F) et le dossier publié dans le *Lys Rouge* numéro 44 (à paraître sous peu). Voir également l'entretien avec le Prince Alexandre publié dans le *Lys Rouge* numéro 43 (prix franco 25 F).

L'Europe des soupçons

Nous fûmes quelques uns de notre génération à adhérer aux perspectives gaulliennes sur l'Europe parce que c'était la seule vision réaliste sur l'ensemble des évolutions souhaitables pour ce vieux continent trop souvent déchiré.

Les événements les plus récents ont confirmé la pertinence de l'analyse. Mais on nous taxa une fois pour toutes d'être des anti-européens. Nous avions en effet l'audace de refuser toute allégeance atlantiste et toute atteinte aux principes de souveraineté et d'indépendance, fort malmenés par les décisions de Maastricht. Aujourd'hui, il semblerait même interdit de se poser la question de savoir si les schémas juridico-administratifs des eurocrates bruxellois ne sont pas totalement rendus caducs par les emballements de l'Histoire auxquels on assiste.

Rappelons que De Gaulle engagea la France dans la C.E.E. au nom de trois objectifs : mettre fin à l'engrenage tragique des conflits franco-allemands ; arrimer l'Allemagne à l'Ouest ; tenter de faire contre-poids aux deux Blocs qui, à Yalta, s'étaient partagés le monde tout en le maintenant sous le faux équilibre de la terreur nucléaire et sous la pression conjuguée de leurs impérialismes respectifs : marchant pour l'un, idéologique pour l'autre.

Seul le premier de ces objectifs semble avoir été atteint. Les deux autres n'ont plus de fondement. Yalta n'est plus qu'un mauvais souvenir, et l'Ouest semble voué à s'arrimer à l'Allemagne, dopée par sa réunification.

Avec De Gaulle, il s'agissait de bâtir une CONFÉDÉRATION d'États souverains et non pas une fédération où s'exercerait de fait (par le jeu des votes à la majorité qualifiée) le leadership du plus puissant, trop souvent tenté par le projet d'une Mittel Europa qui, de la Baltique à l'Adriatique et du Rhin au Danube, aurait des relents de Saint Empire Romain Germani-

que et d'Empire Austro-Hongrois. Yalta et le rideau de fer nous préservaient jusqu'ici de cette possible dérive. Aujourd'hui, il n'en reste heureusement plus rien, mais cela n'en constitue qu'une raison supplémentaire d'être fermes et circonspects face à des choix dont nous ne maîtriserions plus les conséquences.

L'Europe n'existera pas tant que ne sera pas clairement redéfini un « nouvel ordre mondial » qui n'ait plus rien à devoir au « petit père des peuples » ou à l'Oncle Sam. Et il serait vain d'en imaginer les perspectives tant que le bateau ivre de la Russie n'aura pas retrouvé de plus paisibles rivages.

Prenons garde, face aux bouleversements qui vont s'opérer à l'Est (probablement dans la pire des confusions) de ne pas avoir à nous incliner, comme dans les années trente, devant les solides appétits de Berlin et de quelques uns de ses nouveaux « clients », susceptibles, à courte échéance, de revendiquer eux aussi une légitime identité européenne qui deviendrait l'alibi d'une nouvelle domination.

Les très lourdes menaces qui pèsent actuellement sur la construction européenne (et devant lesquelles les Douze restent interdits, frappés de naïveté ou d'amnésie) imposent plus que jamais à la France de tenir fermement sa place et son rang, là où son influence s'exerce le plus naturellement : au sud de la Méditerranée. Au « Drag nach Osten » des Allemands doit répondre un véritable « jeu de la France en Méditerranée ».

Guy LECLERC-GAYRAU

Guy Leclerc-Gayrau est Artiste Peintre et écrivain, auteur de *L'Europe à cœur* - Ed. Albatros, 1989 - Prix franco 98 F.

Balkans :

Des nations impossibles

● **Royaliste : Pourquoi commenter cette histoire des Balkans au 14^e siècle, et pourquoi l'arrêter en 1945 ?**

Georges Castellan : Votre question me permet de préciser que je n'ai pas voulu écrire un livre à partir de l'actualité puisque cet ouvrage aurait dû paraître un an avant les événements qui frappent la Yougoslavie. Quant à mon point de départ, j'aurais pu le fixer dans les premières civilisations historiques ou encore en 1453, qui est l'année de la prise de Constantinople par les Ottomans. Mais comme cette victoire est le résultat d'un processus qui a duré un peu plus d'un siècle, j'ai fait partir mon livre de 1380 - donc du début de la conquête des Balkans.

Si j'ai choisi comme point d'arrivée la fin de la guerre, c'est que, à mon avis, pendant la période du socialisme, le cœur des Balkans n'a pas été dans les Balkans mais à Moscou. Sauf la Grèce dont le cœur était à Washington... Cela dit, j'ai fait une longue conclusion pour essayer de montrer en quoi l'histoire que je raconte peut aider à la compréhension des problèmes actuels.

● **Royaliste : Pourquoi parlez-vous des Ottomans, et pas des Turcs ?**

G. Castellan : Les deux termes doivent être soigneusement distingués. Les Turcs, c'est le peuple qui a voulu se constituer un État national avec Atatürk. Avant 1923, le Sultan n'était pas sultan des Turcs : c'était un sultan ottoman, regroupant sous son autorité des peuples variés - toute la péninsule arabique, le Moyen-Orient etc. Il faut d'ailleurs remarquer que les grands vizirs étaient Albanais ou Grecs, aussi bien que Turcs. L'empire ottoman n'était pas un empire national, ce qui a eu des conséquences pour l'histoire des peuples administrés par la Porte.

● **Royaliste : Vous portez à ce propos un jugement nuancé sur ce que l'on considère d'ordinaire comme une oppression...**

G. Castellan : La période ottomane a fait l'objet de discussions très vives et les chrétiens des Balkans parlent du « joug ottoman ». Il faut y regarder de plus près car les problèmes de 1991 ne peuvent être compris sans référence à cette période. La domination ottomane a donc commencé dans les Balkans au 14^e siècle et s'est terminée en 1804-1815 pour les Serbes, en 1830 pour les Grecs, en 1878 pour les Bulgares, en 1912 pour les Albanais. Pendant quatre ou cinq siècles, ces peuples ont vécu à l'intérieur d'un empire, et non pas sous une « occupation » car une occupation qui dure quatre ou cinq siècles ne peut plus être considérée comme telle.

Mais administrés comment ? Il est vrai que cette administration a été mal ressentie par les peuples chrétiens - séparés de Rome depuis le schisme de 1054. Observons cependant que les chrétiens n'ont pas été exterminés : l'installation des Ottomans s'est souvent faite grâce à des princes chrétiens : les Byzantins se sont servis des Ottomans contre les Serbes, les Serbes contre les Bulgares. Mais cet empire était musulman : le Sultan prétendait être le Calife, c'est-à-dire le chef des musulmans, et la règle de cet empire était la charia, la loi musulmane. Ce qui posait le problème des rapports entre l'administration et les administrés : les chrétiens, qui ne pouvaient pas accepter la charia, se trouvaient mis « entre parenthèses ». On en est donc arrivé à un mode d'organisation qui s'appelle le Millet : les chrétiens ont constitué une sorte de communauté autogérée par le chef de leur confession religieuse, c'est-à-dire le patriarche de Constantinople. La hiérarchie ecclésiastique a donc été, jus-

qu'à un certain point, une structure administrative - le pouvoir du sultan se déchargeant volontiers sur le clergé orthodoxe de la levée des impôts etc. Des turcophiles passionnés ont voulu voir là une preuve de l'extraordinaire tolérance des Ottomans. Je me méfie de ces enthousiasmes excessifs mais il faut voir les choses comme elles sont : le Moyen-Age chrétien avait connu des statuts semblables avec par exemple le statut des Juifs : en Pologne, ils formaient une communauté qui s'administrait elle-même, et nous savons que les choses n'étaient pas idylliques. Il en était de même dans l'empire ottoman : les chrétiens s'auto-administraient, mais ils étaient soumis à un impôt spécial parce qu'ils ne pouvaient pas porter les armes ni entrer dans l'administration qui se faisait sur la base de la loi musulmane, sauf s'ils se convertissaient : c'est la fameuse histoire des enfants enlevés à leurs parents, qui devenaient des pages et qui pouvaient occuper jusqu'à la fonction de grand vizir. Pendant la période ottomane,

on peut dire que les chrétiens ont été des citoyens de seconde zone, avec des droits civils mais sans droits politiques ; cela a permis aux peuples chrétiens - serbes, bulgares, albanais - de conserver leur langue et leur religion. C'est là un point très important car le renouveau nationaliste du 19^e siècle s'est justement fait sur la base de la langue et de la religion.

● **Royaliste : L'influence de cette période ottomane est-elle encore sensible ?**

G. Castellan : Ceux qui sont allés dans les Balkans ont vu des minarets et entendu des muezzins dans certaines régions, sauf en Grèce où la plupart des mosquées ont été détruites au moment de la guerre d'indépendance. N'oublions pas non plus la cuisine orientale, l'architecture des maisons, le café turc... Les Balkans ont été imprégnés d'une civilisation qui a laissé des traces plus ou moins bénéfiques : par exemple les administrations balkaniques ont gardé l'habitude du bakchich.



■ Saint Georges d'Oplenac, le mausolée des rois de Serbie et Yougoslavie.

● **Royaliste : Comment s'affirme le mouvement des nationalités dans les Balkans ?**

G. Castellan : Ce mouvement s'inspire de la philosophie des Lumières, des idées de la Révolution française et de l'empire napoléonien (qui s'étend aux provinces illyriennes) et du romantisme allemand - Herder surtout, pour qui la langue est l'élément essentiel de la définition de la nationalité. Les peuples ont été travaillés par ces idées. D'autre part, l'empire Ottoman était en crise en raison de la médiocrité de certains sultans mais surtout parce qu'il n'avait pas connu le développement de l'Occident. Au fil des siècles, un fossé s'est creusé : l'empire n'a pas connu la Renaissance, la Réforme, le mouvement des sciences et des techniques. Au contraire, les empires voisins se sont développés (les Habsbourg, les Russes à partir de Pierre le Grand) et ils ont soutenu la révolte des chrétiens. C'est pourquoi le domaine ottoman va se réduire comme une peau de chagrin et être peu à peu remplacé par des États qui se veulent nationaux.

● **Royaliste : A quoi se heurte cette volonté ?**

G. Castellan : La Serbie correspond au peuple serbe, la Bulgarie au peuple bulgare... mais aussi à bien d'autres peuples et c'est là un problème fondamental, qui explique la situation actuelle. Cette région a vécu pendant cinq siècles à l'intérieur d'un empire ; les habitants de cet empire, volontairement ou non, ont constitué un extraordinaire mélange de populations. Or ces peuples se sont trouvés avec un rêve, qui était un rêve français : celui de l'État-nation. Ils ont donc tenté de définir des États-nations mais il était impossible de tracer des frontières englobant un seul peuple. L'essentiel des problèmes que nous connaissons aujourd'hui vient de là. C'est particulièrement frappant en Yougoslavie : la frontière de l'actuelle Bosnie-Herzégovine a été jusqu'en 1878 la frontière entre les Ottomans et les Habsbourg c'était une frontière militaire c'est-à-dire une bande de territoire où vivaient des paysans-soldats, qui étaient souvent des Serbes fuyant l'empire ottoman. C'est pourquoi nous avons des groupes serbes répartis sur l'an-

cienne frontière. Il faut bien comprendre que l'idée de l'État-nation était et est impossible à réaliser dans les Balkans.

● **Royaliste : Peut-on dire qu'il y a eu, en outre, des créations artificielles comme la Yougoslavie ?**

G. Castellan : On nous explique que la Yougoslavie a été créée par les Alliés en 1918 : c'est faux ! Elle a été créée par un mouvement yougoslave qui est apparu dans les années quarante du 19^e siècle, et qui a pris deux allures différentes : à la veille des révolutions de 1848, on voit apparaître le rêve d'une réunion des Slaves du Sud à l'intérieur de la monarchie habsbourgeoise : ce mouvement s'appelle l'illyrisme car il prend sa naissance dans les provinces illyriennes. L'idée est de réunir les Slovènes et les Croates, qui font partie de l'empire, en une sorte d'unité politique. Puis il y a l'échec des révolutions de 1848 et on voit reparaître cette idée dans les années soixante sous une forme un peu différente car on estime alors que l'unité des Slaves du Sud pourrait être étendue à la Serbie, indépendante depuis 1830. Lors du compromis austro-hongrois de 1867, les Slaves du Sud sont furieux et le mouvement yougoslave continue à exister dans la période de la double-monarchie et, à Zagreb à la veille de la guerre de 1914, le parti le plus important souhaite l'union avec la Serbie. Pendant la guerre, les Croates et les Slovènes combattent sous l'uniforme autrichien, donc contre les Serbes. Certains Yougoslaves s'exilent et fondent à Londres un Comité qui va s'efforcer d'être reconnu comme gouvernement éventuel d'un État slave à constituer ; la Serbie est alors envahie, le roi et son gouvernement doivent se réfugier à Corfou, des contacts sont établis avec le gouvernement de Londres et c'est en juillet 1917 que Serbes, Croates et Slovènes publient une déclaration commune annonçant la création d'un État serbe, croate et slovène sous l'autorité de la dynastie des Karageorgévitch. Cet État sera proclamé à Belgrade le 1^{er} décembre 1918. Les Alliés n'anticipent pas : ils entérinent.

● **Royaliste : Pourquoi la haine actuelle entre Serbes et Croates ?**

G. Castellan : L'union de décembre 1918 a été créée sur un malentendu fondamental. Les Slovènes et les Croates voulaient réaliser l'État fédéral que les Habsbourg n'avaient pas été capables de faire. Les Serbes, quant à eux, terminaient la guerre du côté des vainqueurs, se considéraient comme les fondateurs de la Yougoslavie par leur victoire militaire, et le prince héritier Alexandre avait un tempérament autoritaire : autant d'éléments qui les incitaient à structurer eux-mêmes le nouvel État. D'où le refus de la première constitution par les Croates, et leur boycott du parlement. Lorsqu'ils y reviennent c'est le drame : le leader croate et deux de ses collègues sont abattus dans le Parlement en 1928, ce qui provoque en Croatie la colère que vous pouvez imaginer. Un an plus tard, le roi établit la dictature royale. Il sera assassiné par un Croate oustachi en 1934.

● **Royaliste : Qu'en est-il au juste de ces Oustachis ?**

G. Castellan : L'Oustacha a été fondée en 1930 par Ante Pavelic, avec le soutien de Mussolini. Son programme était de constituer un État croate indépendant, que Pavelic proclame en 1941 avec la bénédiction de l'occupant allemand et italien. Mais la définition de l'identité croate pose un problème difficile, que Pavelic résoudra en décidant que les Croates sont catholiques : ce qui déclenchera d'effroyables massacres de Serbes, avec des actions de représailles de ces derniers, pendant que se déroule la guerre de libération menée par les Partisans de Tito et par les Tchétchiks du général serbe Mihailovic. Tels sont les souvenirs terribles qui ont été réveillés et exploités par certains hommes politiques après l'effondrement du titisme et qui expliquent la guerre civile actuelle.

● **Royaliste : Qu'espérer aujourd'hui ?**

G. Castellan : J'ai des amis serbes et j'ai des amis croates, et je me refuse à prendre parti. Aux uns et aux autres, je dis depuis longtemps qu'il leur faut négocier, en fonction des identités nationales de chacun, afin de multiplier les accords entre voisins qui permettront que ces peuples connaissent un développement paisible et moderne.

Propos recueillis par B. La Richardais

Europe

Mémoires d'un Juste

Dans un livre d'entretiens (1), François Fejtő évoque le siècle de fer qu'il a vécu, comme observateur et surtout comme résistant.

Fejtő l'incommoder, a-t-on dit de lui. Et d'abord difficile à classer, dès lors qu'on voudrait se faire de lui une idée simple. Français naturalisé, la Hongrie est son pays natal, son grand-père paternel était juif germanophone de Bohême, sa mère native de Zagreb... Somme toute le cauchemar de Le Pen, un de ces «cosmopolites» que le Front national fustige à longueur de journée !

Ajoutez à cela que François Fejtő n'est «pas clair sur le plan politique», comme on disait autrefois : ne se définit-il pas tout à la fois comme «conservateur, libéral et socialiste»? Et cette complexité idéologique s'accentue encore par une réflexion institutionnelle qu'il a précisée, comme il le raconte, au sortir... d'un de nos Mercredis de la NAR : s'il est républicain en France, il serait monarchiste en Grande-Bretagne, en Belgique et en Espagne ; et s'il pense que «le vrai choix n'est pas entre royauté et république mais entre démocratie libérale et régime autoritaire et totalitaire», il estime que «depuis toujours, théoriquement et esthétiquement, la forme d'État la plus équilibrée me semble être la monarchie constitutionnelle, car elle réunit les avantages du libéralisme, de la démocratie et des symboles traditionnels».

Vous l'avez compris : François Fejtő est essentiellement un esprit

libre, un véritable Européen dont les multiples appartenances et fidélités ne brouillent ni ne ruinent l'identité. Au contraire, l'itinéraire intellectuel et politique de François Fejtő est d'une grandeur rectitude - d'autant plus remarquable que notre «Français de Hongrie» a assisté puis participé aux grands bouleversements de notre siècle : effondrement de l'empire des Habsbourg, développement du marxisme, lutte contre la dictature du régent Horty, résistance contre le nazisme, analyse des démocraties populaires et dénonciation de leurs méthodes et de leurs finalités totalitaires, puis anéantissement de l'empire soviétique...

À l'époque où tout anticommuniste était considéré comme un chien, François Fejtő eut le rare courage de dénoncer la terreur stalinienne (les plus jeunes de ses lecteurs découvriront ce que fut le procès Rajk et la réaction de la plupart des intellectuels français) et d'apporter une contribution majeure à la critique du communisme. Aujourd'hui, alors que de récents convertis à l'antisoviétisme crient vengeance, il refuse la chasse aux sorcières. Lisez Fejtő : c'est un juste.

Yves LANDEVENNEC

(1) F. Fejtő : *Où va le temps qui passe ?* Entretiens avec Jacqueline Cherruault-Serper, Balland, 1991 - Prix franco 128 F.

Lire «Royaliste» c'est bien...
... s'y abonner c'est mieux !

Votre abonnement nous aidera à développer notre action

Exécution

De minimis non curat praetor...

Triste ouvrage que celui de Anne-Marie Duranton-Crabol. Mais cela n'a rien d'étonnant, puisqu'elle écrivit naguère un travail fort inconsistant sur la «Nouvelle Droite», fruit d'une thèse de 3ème cycle d'histoire particulièrement allusive.



La récidive est encore plus saisissante. Dressant un vague tableau des divers mouvements et courants de l'extrême-droite en Europe, ce petit livre révèle, là encore, l'une des tares de certains travaux contemporains : la méconnaissance tragique des phénomènes étudiés. Faisant mine de (mal) résumer (partiellement) quelques unes des thèses historiographiques sur le sujet (R. de Felice concernant le fascisme, K.-D. Bracher et M. Broszat à propos du nazisme par exemple) dans un semblant d'introduction, l'auteur en est amené à naïvement énumérer les principales composantes de la nébuleuse droitiste. Le tout à partir d'articles ou de références plus que connus de ses confrères universitaires ou non (F. Ferraresi et M. Revelli pour l'Italie, P. Moreau et P. Dudek pour l'Allemagne, W. De Bock pour la Belgique, etc...) quelle originalité ! Piètre résumé, mais réel fouillis.

Certes, cet opusculer se veut «grand public». Mais on pouvait au moins demander à l'auteur une méthodologie cohérente, de la rigueur, un

semblant de corpus théorique, du matériel empirique, bref du sérieux ! Le pari de Mme Duranton-Crabol est raté, elle ne rend pas compte de la complexité et de la diversité de l'extrême-droite européenne. Tout au plus se contente-t-elle d'énumérer quelques laborieuses remarques agrémentées de contresens étonnants et d'approximations effarantes pour quelqu'un qui enseigne à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Content de ne pas avoir été un de ses élèves...

L'étude de l'extrême-droite est quelque chose de sérieux et d'exigeant, a fortiori quand on souhaite s'adresser à des néophytes, l'auteur l'a-t-il compris ? Sauf erreur, non.

Henri STRENG

A.-M. Duranton-Crabol, *L'Europe de l'extrême-droite, de 1945 à nos jours* - Editions Complexe 1991 - Prix franco 71 F.
Visages de la nouvelle droite, le GRECE et son histoire - Fondation nationale des sciences politiques 1988 - Prix franco 178 F. Mais sur la «Nouvelle Droite» il vaut mieux se reporter à la thèse de Ghislaine Desbuissons : *La Nouvelle Droite (1968-1984). Contribution à l'étude des idées de droite en France*, Grenoble, 1984, sans oublier les nombreux articles de P.-A. Taguieff.

IDÉES

Nietzsche, tradition et modernité

■ Gérard Leclerc



L'époque post-soixante huitarde a été très nietzschéenne, avec toutes les ambiguïtés contenues dans cette grande pensée ravageuse et énigmatique. Extrême droite et extrême gauche pouvaient se réclamer d'un même cœur des textes sacrés, ce qui montrait à la fois quelles contradictions et quelle complicité trouvaient leur source au sein d'une œuvre où tous recherchaient leurs pépites d'or. C'était un retour de l'histoire qui rappelait la première vague nietzschéenne de la fin du dix-neuvième siècle. Au surplus, la référence constante au philosophe du surhomme et de l'éternel retour pouvait se réclamer des noms prestigieux - Foucault, Deleuze... - qui servaient de phares à la jeune génération. Depuis, il y a un retour de balancier certain. La critique du totalitarisme, la redécouverte des droits de l'homme et l'approfondissement de la démocratie conduisent beaucoup de jeunes représentants de la génération «morale» à remettre radicalement en cause les fondements de ce qui s'est voulu «antihumanisme», par réaction aux lumières. Et Nietzsche est le premier visé.

Dans un ouvrage collectif - *Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens* - huit philosophes règlent leurs comptes avec le penseur dont ils ne sauraient être indemnes, pour avoir appris de lui beaucoup de choses qui ont définitivement mis à bas de leurs socles quelques idoles d'hier. Il s'agit donc pour eux de «penser avec Nietzsche contre Nietzsche», et de le faire vigoureusement à la manière du penseur «à coup de marteau». De ce point de vue, la contribution d'André Comte-Sponville est exemplaire, qui fait part d'un retournement significatif le jour où il découvre «l'immoralisme de l'immoralisme». Oh la belle découverte ! mais si fondatrice, si déterminante : «Si je n'avais pas de morale, comme je le prétendais hautement, au nom de quoi m'interdire ou condamner le viol ? Au nom de quoi décider ce qui était fautive ou pas ? Au nom de quoi, par exemple combattre le racisme, l'injustice ou la barbarie ?» Evidence première sans doute, mais qui devait s'arracher à l'encontre de la bonne conscience de l'intellectuel libéré de tout pour lui était interdit d'interdire. Et quand l'évidence s'impose, quel qui il était interdit d'interdire. Et quand l'évidence s'impose, quel carnage contre la référence suprême et quel chapelet de découvertes inadmissibles : «Nietzsche est un des rares philosophes, peut-être le seul (sauf si l'on tient Sade pour un philosophe !) qui ait à la fois, et presque systématiquement, pris le parti de la force contre le droit, et de la violence ou de la cruauté contre la douceur, de la guerre contre la paix, qui ait fait l'apologie de l'égoïsme, qui ait mis les instincts le plus haut que la raison, l'ivresse ou les passions plus haut que la sérénité, la diététique plus haut que la philosophie et l'hygiène plus haut que la morale, qui ait préféré Ponce Pilate au Christ ou à saint Jean, César Borgia («l'homme de proie»), «une espèce de surhomme» à Giordano Bruno et Napoléon à Rousseau, qui ait prétendu main» à l'absolu et à l'immoralisme (tout en se qu'il n'y avait «ni actions morales ni actions immorales» (tout en se proclamant «ami des méchants» et l'adversaire des «bons»), qui ait justifié les castes, l'eugénisme, le racisme et l'esclavage, qui ait ouvertement prôné ou célébré la barbarie, le mépris du grand nombre, l'oppression des faibles et l'extermination des malades - le tout un siècle après la Révolution française, comme on sait, et en tenant sur les femmes et sur la démocratie des propos qui, pour être absolument exceptionnels, n'en sont pas moins affligeants. Ce morceau de bravoure dont il ne fallait rien retrancher est accompagné de références pour toutes ses affirmations.

Le livre entier est un réquisitoire implacable, qui provoque d'ailleurs des protestations outrées de la part de ceux qui n'admettent pas qu'on s'en prenne sur ce ton à un tel altissime. Pour ma part, je n'ai rien à redire contre une réaction qui se justifie simplement de la véhémence du prophète du nihilisme et des incontestables

bles poisons dont il a infesté une œuvre où les aphorismes étincelants n'excusent pas la profonde atteinte à la dignité humaine. Les principaux thèmes d'attaque des différents auteurs reçoivent mon approbation même si je ne suis pas toujours d'accord avec les perspectives philosophiques des uns et des autres. Sur l'essentiel, qui est la défense même de la démarche propre à l'esprit humain et donc de la rationalité, je ne puis qu'acquiescer aux propos de Luc Ferry et d'Alain Renaut. Il est vrai que la «haïne de l'argumentation» a en fait pour principale signification le retour de l'autorité. En l'espèce l'autorité, ce n'est pas ce qui augmente, ce qui ajoute donc au service de la Communauté humaine, se justifie rationnellement et d'ailleurs, et doit être confirmé par un consentement explicite et réfléchi des citoyens, mais la violence nue et pure qui ne se fonde que sur la force brute.

À ce propos le texte clair et dense comme toujours de Pierre-André Taguieff sur «Nietzsche dans la rhétorique réactionnaire» réclamerait un très long commentaire. Car il est vrai qu'il y a de solides connivences au sein d'une solide répulsion contre la modernité au sens où celle-ci suppose le primat de la libre discussion dans tout l'espace public, entre la pensée traditionaliste (au sens technique du terme) et beaucoup d'affirmations nietzschéennes. On oublie trop en effet, que le traditionalisme constitue un système philosophique, hostile avec cohérence aux procédures de l'argumentation rationnelle pour mieux mettre en évidence toute l'autorité de la tradition. La polémique développée par un Juan Donoso Cortés contre le libéralisme s'inspire d'une répulsion contre la «discussion perpétuelle» instaurée dans le monde moderne qui aboutit à la diffusion infinie du doute et à l'irrésolution pratique. On trouve chez Bonald et Maistre une thématique voisine, renforcée par un véritable déni de la raison.

Toutefois, il me semble percevoir une ambiguïté sérieuse dans la pensée «réactionnaire», sensible dans les textes cités par Taguieff. On saisit souvent mal si le reproche fait aux libéraux tient dans le relativisme qu'ils instaureraient ou dans la contestation même de la vertu de la libre discussion. Le point n'est pas mineur, car non élucidé, il affaiblit à mon sens quelque peu l'analyse qui suit à propos de Maurras et du traditionalisme d'Action française. Car Maurras n'a jamais partagé l'antirationalisme de Bonald et de Donoso Cortés. D'une certaine façon, il se réclame, lui, d'une forme de modernité scientifique dans la mouvance du positivisme. Sans doute, se montre-t-il adversaire implacable du libéralisme mais ce n'est pas pour contester le principe de la discussion qui est son procédé militant de prédilection. C'est pour mettre vivement en cause son indécision, ce qui relève d'un autre débat, d'ailleurs passionnant. Car on doit, bel et bien, décider en politique, et c'est tout l'avantage des institutions de la Vème République sur le parlementarisme «tyrannique» du régime précédent.

Mais Maurras ne voyait pas, et ne voulait peut-être pas voir que la vérité du libéralisme est d'un autre ordre qui relève de la nécessaire négociation entre les différents partenaires politiques et sociaux. Cela n'empêche pas la vérité de ce que Taguieff dit du «Nietzsche infra légal de l'Action française» que je nuancerai tout de même par ce qu'il y a d'incompatibilité de Maurras avec le vitalisme métaphysique - qui se vérifie surtout à travers la permanence d'un esthétisme réactionnaire qui s'est toujours ressourcé à l'esthétisme nietzschéen.

Gérard LECLERC

Pourquoi nous ne sommes pas nietzschéens, le collège de philosophie, Grasset, prix franco : 138 F.

Nostalgies culturelles

Dans « L'État culturel » Marc Fumaroli, professeur au Collège de France, dresse un portrait au vitriol de la politique culturelle menée en France, non seulement depuis 1981, mais en fait depuis les débuts de la Vème République et la création d'un ministère de la Culture.

Parler en chaire n'a plus guère cours en France aujourd'hui. Pourtant Marc Fumaroli restaure un genre délaissé. Sous le style aimable de l'universitaire, transparait le propos acerbe qui ne répugne pas à la formule assassine ou à la comparaison désobligeante. L'érudition du propos masque difficilement l'archaïsme de la démonstration.

Le spécialiste de littérature nous présente une diatribe contre le principe d'une culture largement diffusable et accueillant d'autres modes d'expression que ceux habituellement admis par la critique ou le savoir.

Vigoureux pourfendeur de l'État-providence, il voit dans la profusion des fêtes et manifestations culturelles, la nécessité pour le pouvoir de se légitimer. La culture deviendrait instrument de propagande au service d'un État ayant oublié certaines de ses fonctions essentielles et notamment celle d'instruire le citoyen. N'hésitant pas à dresser un parallèle entre l'action de Vichy et celle de Malraux dans les affaires culturelles, il récuse toute politique volontariste qui traiterait les Français comme de simples consommateurs d'un produit banalisé que serait devenue la culture. Récusant l'idée de marché, il nous propose une forte apologie de l'enseignement de l'Art tel qu'il était conçu dans les écoles de la IIIème République. A l'époque, le maître disait la règle du beau en peinture ou en littérature et le professeur aux Beaux-Arts transmettait de façon immuable la technique des grands maîtres.

Redécouvrir les humanités classi-

ques, revenir à notre filiation antique serait réhabiliter le talent.

Comment oublier pourtant que la création du XXème siècle s'est nourrie de la confrontation des cultures, de la rupture avec des académismes toujours renaissants, de la diversité des questionnements artistiques ? Favoriser la diffusion de la culture n'est pas imposer un cadre de pensée, encore moins manipuler l'esprit du spectateur. Il existe d'autres moyens pour se frotter à la culture que ceux offerts par l'Éducation Nationale.

L'auteur, en tant que savant, regrette en fait d'être dépossédé d'une forme de magistère : celui de codifier le bon goût.

« Faire contrepoids au dynamisme du marché et à l'hédonisme du consommateur » est sans doute un noble objectif qui, pourtant, ne va pas sans interventions publiques dénoncées par le pamphlétaire lui-même.

Certes, la pratique du tout-culturel avec Jack Lang a engendré des excès. Mais à l'inverse, refuser tout foisonnement, toute expérimentation, même avec la contre-partie d'échecs nombreux, c'est manquer d'ambition et d'ouverture.

En se faisant l'apôtre de Léo Lagrange et des « plaisirs sans prétention » pour ce qu'il brûle de nommer le peuple voire le vulgaire, Marc Fumaroli réserve aux lettrés et aux instruits l'accès à une haute culture, laissant la masse à son ignorance.

Xavier DENIS-JUDICIS

Marc Fumaroli - *L'État culturel, essai sur une religion moderne* - Ed. de Fallois, 1991 - Prix franco 143 F.

A la recherche des utopies perdues

Dans « Le pas suspendu de la cigogne » Theo Angelopoulos nous montre, sans démonstration ni lourdeur militante, mais avec émotion et intelligence, l'homme exilé et pris au piège de ses propres frontières.



Au cours d'un reportage sur les réfugiés à la frontière nord de la Grèce, enneigée et grisâtre (loin des clichés touristiques), un journaliste de la télévision (Gregory Karr) croit reconnaître sous les traits d'un réfugié albanais (Mastroianni, excellent) un ancien député disparu dix ans plus tôt en pleine gloire.

Le reporter tient-il son scoop ? Attention au faux-pas : il peut être mortel surtout quand il s'agit de frontières et de réfugiés clandestins. Le voyage (car il s'agit bien d'un voyage malgré les apparences, refus des road-movies commerciaux) entre « ailleurs », « nulle part » et « ici-bas » est l'illustration de la nostalgie des utopies perdues. « Le problème n'est pas l'au-delà de la frontière mais l'ailleurs ». La frontière n'est pas seulement physique entre États, races ; elle est aussi intérieure, morale.

A la nudité, froideur, blancheur de l'appartement du reporter (personnage insipide, hébété, sans conscience

mais pas définitivement perdu), Angelopoulos oppose les wagons sombres et délabrés des réfugiés en attente d'un « ailleurs » mythique (américain de préférence) et leur violence ethnique (meurtre d'un réfugié kurde). Au regard violeur, voyeur, mimétique du reporter, Angelopoulos oppose le silence, la pudeur du politicien (le seul grand personnage du film). A la rapidité, aux gros plans de la vidéo, Angelopoulos oppose la lenteur exaspérante de longs plans-séquences (nous n'y sommes pas ou plus habitués). A la recherche du vedettariat, du scoop, Angelopoulos oppose l'anonymat volontaire du politicien (il y a du Saint François d'Assise dans ce personnage). Enfin, à l'illusion d'antan Angelopoulos répond par le désenchantement présent.

C'est beau, à voir de toute urgence pour ne pas s'abandonner à une mélancolie « fin de siècle ».

Hugues BOCQUILLON

Lecteurs de « Royaliste »
ou sympathisants de la N.A.R.

sont invités

LE SAMEDI 11 JANVIER

à partir de 15 heures au

POT DU NOUVEL AN

qui aura lieu dans nos locaux

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4^e étage)

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 24 F).

• Mercredi 8 janvier - Les mouvements chrétiens, juifs ou musulmans ont effectué ces dernières années une percée spectaculaire dans l'espace social et politique, tirant profit d'un désenchantement envers les idéologies et utopies séculaires. Gilles

KEPEL (l'auteur de l'excellent livre « Les banlieues de l'Islam ») a mené une véritable enquête sur ce phénomène mondial et nous livre ses conclusions dans son livre « La revanche de Dieu, chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde ».

INVITATIONS POUR LES
MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

A l'initiative de la N.A.R vient de se créer le Comité « Sauvez le septennat ! » contre toute tentative de raccourcir la durée du mandat présidentiel. En voici le manifeste fondateur :

SAUVEZ LE SEPTENNAT !

Citoyens, adhérents de partis habituellement opposés, membres de diverses familles politiques, mais tous attachés à la démocratie représentative, nous sommes soucieux de conforter les principes qui assurent son équilibre et qui fondent le pouvoir politique en tant que tel.

Tout en gardant notre pleine liberté d'appréciation quant aux faiblesses de la Constitution de la Vè République et quant aux moyens d'y remédier, nous refusons que nos institutions soient attaquées en un point décisif sous prétexte d'une réduction de la durée du mandat présidentiel.

A droite comme à gauche, des campagnes récurrentes visent à présenter le quinquennat comme la solution des multiples difficultés qui résultent de l'exercice du pouvoir et du fonctionnement de la démocratie.

Or les partisans d'une telle solution promettent plus qu'ils ne peuvent tenir :

- le quinquennat ne résoudrait pas les conflits entre le président de la République et le premier ministre,
- le quinquennat ne garantirait pas la coïncidence de la majorité présidentielle et de la majorité parlementaire,
- le quinquennat n'assurerait pas un meilleur fonctionnement de la vie parlementaire,
- le quinquennat ne préserverait pas les responsables politiques des réactions de lassitude et de rejet que manifestent parfois les électeurs.

En revanche, la réduction de la durée du mandat présidentiel enlèverait au chef de l'Etat son indépendance nécessaire, contredirait le souci de l'arbitrage, et par conséquent l'exigence de justice, porterait gravement atteinte à la continuité de l'action des pouvoirs publics et nuirait au principe de l'unité nationale dans la mesure où le quinquennat accentuerait la logique partisane.

Pour le bien de l'Etat, pour l'avenir de la nation, pour assurer à la démocratie représentative son point d'arbitrage et d'équilibre,

**NE RACCOURCISSEZ PAS LA
RÉPUBLIQUE !**

La constitution en débat

A lors que, dans la classe politique, les arguments en faveur de la réforme constitutionnelle ont été d'une pauvreté consternante, deux éminents spécialistes du droit constitutionnel nous ont récemment offert, par le truchement du Monde (1), un débat vaste et solide. Hélas trop vaste pour être repris ici dans sa totalité, solide en ce qui concerne les droits du Parlement et la procédure de révision, mais contestable aussi sur des points fondamentaux puisque Georges Vedel et Olivier Duhamel se prononcent tous deux en faveur du quinquennat.

Le septennat non renouvelable n'a pas, en effet, la faveur des deux éminents juristes puisque, selon le doyen Vedel, il présente l'inconvénient majeur d'être « peu démocratique ». En outre, cette solution affaiblirait considérablement le pouvoir du président de la République, car beaucoup de politiques et de hauts fonctionnaires se tourneraient vers le successeur possible au bout de deux ou trois ans.

DOUBLÉ

M ais le quinquennat proposé présente une particularité, qui a été reprise par le parti socialiste lors de son congrès : il s'agit d'un « double quinquennat », car le doyen Vedel s'empresse de préciser que la possibilité de réélection doit être offerte pour la raison indiquée plus haut. Il n'en demeure pas moins que ce projet de « doublé » est un bel aveu : en insistant sur le caractère renouvelable, les partisans du quinquennat tentent de masquer l'affaiblissement de l'Etat quant à la continuité. Mais il ne s'agit là que d'une astuce dont la portée juridique est douteuse : parle-t-on aujourd'hui d'un double ou d'un triple septennat sous prétexte qu'aucune limite n'est prévue par la Constitution ? L'hypothèse du double quinquennat ne saurait cependant nous faire oublier que l'élection du président de la République aurait lieu tous les cinq ans - avec toutes les conséquences désas-

treuses que nous avons déjà soulignées quant au principe de l'arbitrage et quant à l'indépendance du chef de l'Etat.

A la différence du doyen Vedel, Olivier Duhamel ne trouve que des avantages au quinquennat « simple » et avance quatre arguments qu'il faut rapidement critiquer :

1° Le septennat est « trop long » par rapport à la durée d'exercice du pouvoir dans les grandes démocraties. S'agit-il de la démocratie britannique ? Olivier Duhamel oublie son principe monarchique et sa symbolique royale. S'agit-il de la démocratie américaine ? C'est ouvrir un autre débat, qui porte sur le régime présidentiel (2).



2° Il faut harmoniser l'élection du chef de l'Etat et celle des députés. Mais la réduction constitutionnelle de la durée du mandat présidentiel garantit d'autant moins l'harmonisation politique de l'exécutif et du législatif que les Français tendent depuis quelques années à distinguer entre les partis politiques et la personne du chef de l'Etat. En outre, l'accord hypothétique entre le Président et l'Assemblée nationale ne résout en rien la question de la rivalité entre l'Elysée et Matignon, ni l'étouffement de l'Assemblée : au contraire, le président quinquennal serait un super-premier ministre, qui épouserait plus complètement que jamais « sa » majorité - la question étant de savoir qui commanderait dans le ménage.

3° Le rythme quinquennal serait à ce point naturel que F. Mitterrand s'y soumettrait lui-même depuis 1981. L'argument est étrange car ce que Olivier Duhamel nomme le quinquennat socialiste a duré deux ans (1981-1983) tout comme la cohabitation, et l'attitude présidentielle qui a correspondu au gouvernement de Michel Rocard a duré trois années... D'autre part, est-il pertinent de déduire de cycles conjoncturels une nécessité de droit constitutionnel ?

4° L'harmonisation des rythmes électoraux éviterait la campagne électorale permanente que nous connaissons avec le septennat présidentiel et le quinquennat législatif. L'argument des adversaires du quinquennat se trouve ainsi retourné...

CONFUSION

M ais au prix d'une belle confusion : on ne peut en effet mélanger la fréquence des consultations (qui concernent les électeurs) et les obligations électorales qui pèsent sur le chef de l'Etat ou sur les députés. Le premier problème concerne la pratique politique, le second touche au fonctionnement des institutions et aux principes constitutionnels : le rythme quinquennal risque de détruire la capacité d'arbitrage, nuit à la continuité, affecte gravement l'indépendance du chef de l'Etat, tandis que la fréquence des consultations entraîne ou risque d'entraîner une moindre participation des citoyens à la vie démocratique.

Enfin, est-il vraiment sérieux d'affirmer que le septennat renouvelable doit être abandonné « justement parce que la démocratie exclut la pérennisation d'une monarchie élective » ? En ce cas, il faudrait démontrer en quoi la 5^e République a creusé un déficit démocratique dans la nation, et comment la forme monarchique s'oppose à la démocratie dans des pays comme la Grande Bretagne, l'Espagne, la Hollande... J'attends avec grand intérêt l'argumentation qu'Olivier Duhamel ne manquera pas de développer sur ce point.

Bertrand RENOUVIN

(1) Le Monde du 5 décembre 1991

(2) cf. l'éditorial de *Royaliste* n°468